

Déclaration GNI-ID – 1er février 2016

La GNI (Global Network Initiative) et l'ID (Telecommunications Industry Dialogue) s'associent pour promouvoir la liberté d'expression et le respect de la vie privée.

1^{er} février 2016 – Le groupe multipartenaire Global Network Initiative (GNI) et l'ID (Telecommunications Industry Dialogue) ont le plaisir d'annoncer la collaboration de sept entreprises internationales de télécommunications au projet de la GNI afin de soutenir et promouvoir la liberté d'expression et le respect de la vie privée dans le monde.

À compter du 1^{er} février, Millicom, Nokia, Orange, Telefónica, Telenor Group, TeliaSonera, et Vodafone Group bénéficieront officiellement du statut d'observateur au sein de la GNI. Le statut d'observateur, dont peuvent bénéficier les entreprises pendant un an avant de devenir membre à part entière de la GNI, représente pour les sociétés membres de l'ID l'opportunité de s'impliquer directement sur le forum multipartenaire unique de la GNI, réunissant des entreprises du secteur des TIC, des groupes œuvrant pour la protection des droits de l'homme et de la liberté de la presse, des universitaires et des investisseurs.

Durant cette année d'observation, les sociétés bénéficiant de ce statut peuvent participer activement aux comités de la GNI et à ses travaux sur les politiques, partager les meilleures pratiques relatives au respect des droits de l'homme et collaborer à la révision des Directives de mise en œuvre de la GNI pour inclure tout l'éventail d'entreprises du secteur des TIC. Cette période est également l'occasion pour la GNI d'observer et de prendre part aux réunions du conseil et aux événements de l'ID.

La GNI et l'Industry Dialogue collaborent depuis 2013 pour répondre aux difficultés rencontrées par les entreprises du secteur des TIC lorsque les exigences gouvernementales sont en conflit avec le droit à la liberté d'expression et au respect de la vie privée. Obtenir le statut officiel d'observateur marque la prochaine étape dans cet engagement. L'objectif convenu est d'attribuer, à la fin de la période d'observation, en mars 2017, le statut de membre de la GNI à ces sept entreprises qui viendront s'ajouter aux autres entreprises internationales déjà membres et partager avec ces dernières leurs points de vue en tant qu'entreprises web, opérateurs de télécommunications et vendeurs d'équipements de télécommunication.

« La GNI attend 2016 avec impatience pour renforcer les engagements mutuels qui nous lient aux sociétés de l'ID concernant les difficultés auxquelles nous devons faire face en termes de respect de la vie privée et de liberté d'expression », a déclaré Mark Stephens, Commandeur de l'ordre de l'Empire britannique et président indépendant du conseil de la GNI. Cette année d'observation nous rapproche un peu plus de notre objectif, celui

d'étendre la portée des Principes de la GNI à des millions d'autres utilisateurs à travers le monde. »

« Nous avons lancé l'ID en mars 2013 pour partager nos connaissances sur la meilleure manière de mettre en œuvre les principes de responsabilité des entreprises de télécommunications pour promouvoir le respect de la liberté d'expression et de la vie privée. Durant ces trois dernières années, nous avons apprécié de travailler en étroite collaboration avec la GNI et nous sommes impatients de faire participer près de 50 organismes très divers à ce dialogue, afin de partager les leçons apprises, de créer des opportunités et de promouvoir ces droits dans le monde entier, » a commenté Patrik Hiselius de TeliaSonera, premier président fondateur de l'Industry Dialogue.

« Le fait que ces entreprises internationales de télécommunications soient prêtes à s'impliquer et à collaborer pour répondre aux menaces qui pèsent de plus en plus sur le droit au respect de la vie privée et à la liberté d'expression nous encourage » se réjouit Arvind Ganesan, directeur de la division Entreprises et droits humains à Human Rights Watch. Nous sommes impatients de travailler avec elles pour encourager les entreprises à être plus responsables, crédibles et transparentes et promouvoir les droits de l'homme dont doivent bénéficier les consommateurs sur des marchés difficiles dans le monde entier. »

À l'inverse des membres à part entière de la GNI, les sociétés bénéficiant du statut d'observateur ne sont pas soumises aux procédures d'évaluations indépendantes de la GNI, mais doivent respecter les [Principes](#) (*disponibles en plusieurs langues sur le site internet*) et les Évaluations de cette dernière une fois membres. En 2016, les membres actuels de l'ID continueront de se soumettre aux [Principes directeurs de l'ID](#) (*disponibles en plusieurs langues sur le site internet*).

À propos de la GNI

Créée en 2008, [la Global Network Initiative](#) est un groupe multipartenaire international composé de sociétés, d'organisations de la société civile (notamment de groupes œuvrant pour la protection des droits de l'homme et de la liberté de la presse), d'investisseurs et d'universitaires, qui ont mis en place une approche collaborative dans le but de protéger et promouvoir la liberté d'expression et le respect de la vie privée dans le secteur des TIC. La GNI a pour cela créé des principes-cadres et des directives de mise en œuvre inspirés des normes internationales relatives aux droits de l'homme ainsi qu'un lieu d'échange de haut niveau où les différents acteurs peuvent débattre sur les difficultés liées au thème de la responsabilité des entreprises dans le secteur des TIC. Les sociétés membres s'engagent à respecter les Principes de la GNI et sont à ce titre soumises à des évaluations indépendantes. La GNI compte parmi ses membres des sociétés comme Google, Microsoft, Yahoo, Facebook et LinkedIn. Elle compte également parmi ses membres des organisations de la société civile comme Human Rights Watch, le

Comité pour la protection des journalistes et le Center for Democracy and Technology (Centre pour la Démocratie et la Technologie).

Pour plus d'informations sur les membres, les principes, les évaluations de la GNI et sur le [statut d'observateur](#), visitez notre [site internet](#) (en Anglais).

À propos de Telecommunications Industry Dialogue

[Telecommunications Industry Dialogue](#) est un groupe d'opérateurs et de fournisseurs télécom coopérant dans le but de répondre aux questions liées à la liberté d'expression et au respect de la vie privée dans le secteur des télécommunications, en accord avec les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies. Les sociétés qui le composent bénéficient d'une envergure internationale et fournissent des services et des équipements de télécommunications à des particuliers, des entreprises et des organismes gouvernementaux dans près de 100 pays à travers le monde. En mars 2013, l'Industry Dialogue a adopté une série de [Principes directeurs](#) (disponibles en plusieurs langues sur le site internet) explorant les différentes interactions et limites entre le devoir du gouvernement de protéger les droits de l'homme et la responsabilité des entreprises de télécommunications qui se doivent de les respecter.

Pour plus d'informations sur l'Industry Dialogue, visitez notre [site internet](#) (en Anglais).